

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure  
Société FLAM'UP  
Communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines**

**LE PRÉFET DE L'OISE**  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres I et V des parties législative et réglementaire et particulièrement ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 181-1 et L. 514-5 ;

Vu l'article R. 511-9 du Code de l'environnement qui stipule :

« La colonne A de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement » ;

Vu la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique suivante :

« 4001 : Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11 » ;

Vu l'article R. 511-11 du Code de l'environnement qui stipule :

« II. – Les installations d'un même établissement relevant d'un même exploitant sur un même site répondent respectivement à la "règle de cumul seuil bas" ou à la « règle de cumul seuil haut" lorsqu'au moins l'une des sommes  $S_a$ ,  $S_b$  ou  $S_c$  définies ci-après est supérieure ou égale à 1 :

[...]

b) Dangers physiques : la somme  $S_b$  est calculée, pour l'ensemble des substances ou mélanges dangereux présentant les classes, catégories et mentions de danger visées par les rubriques n°s 4200 à 4499 (y compris, le cas échéant, les substances ou mélanges dangereux nommément désignés aux rubriques n°s 4700 à 4899 et les déchets visés par les rubriques n°s 2700 à 2799), suivant la formule :

$$S_b = \sum q_x / q_{x,b}$$

où " $q_x$ " désigne la quantité de substance ou mélange dangereux « x » susceptible d'être présente dans l'établissement, et " $q_{x,b}$ " la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique 2760-4, 2792 ou numérotée 4700 à 4799 applicable, si la substance ou le mélange dangereux est visé par l'une de ces rubriques, ou sinon la quantité seuil bas ou la quantité seuil haut mentionnée à la rubrique applicable numérotée 4200 à 4499. Si la substance ou le mélange dangereux est visé par plusieurs rubriques numérotées 4200 à 4499, la plus petite des quantités seuil bas ou seuil haut mentionnées par ces rubriques est utilisée ;

[...]. »

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel modifié du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique n° 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 décembre 2013 autorisant la société FLAM'UP à exploiter un stockage d'allume-feu solides et d'allumettes chimiques sur la commune de Béthisy-Saint-Pierre ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016 délivré à la société FLAM'UP en vue d'exploiter un entrepôt couvert sur la commune de Saintines ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant suite à la visite d'inspection du 26 mars 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé;

Considérant ce qui suit :

- 1° Lors de la visite du 26 avril 2024, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :
  - la présence d'un stockage d'aérosols, répertorié sous la rubrique n° 4320 de la nomenclature des installations classées pour la protection dans l'environnement (ICPE) non-mentionné dans l'arrêté complémentaire du 22 avril 2016, dans une cellule spécifique du bâtiment AJ/Z ;
  - la présence d'un stockage de charbon végétal, répertorié sous la rubrique 4801, non-mentionné dans l'arrêté complémentaire du 22 avril 2016, dans une cellule des cellules du bâtiment AJ/Z ;
- 2° L'examen du dossier de porter à connaissance portant les modifications apportées aux installations, transmis par courriel le 19 février 2025 a permis de constater que les quantités des deux produits susmentionnés sont respectivement de 25 tonnes pour les aérosols et de 55 tonnes pour le charbon de bois végétal. Le stockage d'aérosols et le stockage de charbon végétal sont soumis à déclaration ;
- 3° L'examen du dossier de porter à connaissance portant sur les modifications apportées a permis de constater que :
  - 13 tonnes de briquets, classés au titre de la rubrique n° 4718-2 sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique, présents dans les bâtiments AJ/Z et R passent à 32 tonnes de briquets et recharges de gaz dans ces mêmes bâtiments, sans modifier le régime de classement ;
  - 36 tonnes d'allumettes (chlorate de potassium) et bâtonnets allume-feu (chlorate de potassium), définis sous la rubrique n° 4440-2, sous le régime de la déclaration, présents dans les bâtiments AJ/Z et R passent à 45 tonnes dans ces deux bâtiments, sans modifier le régime de classement ;
- 4° Suivant l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016, 5 tonnes de fiouls domestiques sont présents sur le site de la société FLAM'UP ;
- 5° Le calcul du coefficient  $S_b$  de la règle de cumul seuil bas pour les dangers physiques appliquée aux substances relevant des rubriques n°s 4320 (aérosols), 4440 (allumettes et bâtonnets allume-feu contenant du chlorate de potassium), 4718 (briquets et recharges de gaz ) et de la rubrique n° 4734 (fioul domestique) est de 1,7087 et reste supérieur à 1 ;

6° Le calcul du coefficient  $S_b$  de la règle de cumul seuil bas pour les dangers physiques appliquée aux substances relevant des rubriques n°s 4320 (aérosols), 4440 (allumettes et bâtonnets allume-feu contenant du chlorate de potassium), 4718 (briquets et recharges de gaz ) et de la rubrique n° 4734 (fioul domestique) est de 1,7087 et reste supérieur à 1 ;

7° Les modifications apportées au site de la société FLAM'UP font entrer l'établissement de FLAM'UP dans le champ SEVESO seuil bas.

Ces modifications sont donc substantielles.

La société FLAM'UP exploite par ailleurs une installation soumise à autorisation sous la rubrique n° 4001 (*« Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11 »*). ;

8° La société FLAM'UP exploite un site SEVESO seuil bas sans disposer d'un arrêté préfectoral réglementant ce site SEVESO seuil bas ;

9° L'absence de prescriptions technique pour encadrer un site SEVESO seuil bas est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

10° Face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société FLAM'UP de régulariser sa situation administrative ;

11° Dans l'attente de la régularisation des installations du site de la société FLAM'UP implanté sur le territoire des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines, il convient de fixer, au titre du I de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, des mesures conservatoires afin de s'assurer que les moyens d'incendie sont mis en œuvre permettant de lutter efficacement contre un incendie, permettant ainsi de préserver les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société FLAM'UP, exploitant des entrepôts couverts implantés sur le territoire des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale à l'article R. 181-12 et suivants du Code de l'environnement complet et recevable, afin de régulariser le statut SEVESO seuil bas de son établissement et la situation des activités exercées sous la rubrique n° 4001;
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du Code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- **dans un délai d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective **dans les trois mois** et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement ;

- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale, ce dernier doit être déposé **dans un délai de 9 mois**. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

## **Article 2 :**

Dans l'attente de la régularisation de sa situation administrative, la société FLAM'UP respecte les dispositions les dispositions de :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 2013,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 avril 2016,
- l'arrêté ministériel modifié du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510,
- les arrêtés ministériels de prescriptions générales des installations soumises à déclarations mentionnées dans l'arrêté préfectoral complémentaires du 22 avril 2016, dès lors que ces installations ne sont pas réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 2013, et l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 décembre 2013,

afin d'assurer la protection des intérêts protégés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant réduit la quantité de produits stockés de manière à ce que la règle de cumul seuil bas pour les dangers physiques reste inférieure à 1. Il transmet à l'inspection des installations classées **sous le délai d'un mois** un justificatif de non-classement SEVESO seuil bas.

## **Article 3 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.

## **Article 4 :**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

## **Article 5 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives des mairies pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Les maires des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines font connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 6 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue de Lemerchier, 80 000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

#### **Article 8 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, les maires des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le **06 MAI 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général



Frédéric BOVET

#### **Destinataires :**

Société FLAM'UP

Le sous-préfet de l'arrondissement de Senlis

Les maires des communes de Béthisy-Saint-Pierre et Saintines

L'inspecteur de l'environnement

s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

